

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.929/2
DU 2 MARS 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 2 février 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "relatif aux extraits de casier judiciaire délivrés aux particuliers et modifiant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle relatives au Casier judiciaire central", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Intitulé

L'intitulé ne correspond pas suffisamment à l'objet de l'avant-projet qui, à l'exception des dispositions transitoires, ne contient aucune disposition autonome et modifie non seulement le Code d'instruction criminelle mais également la loi du 8 août 1997 relative au casier judiciaire central et la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive ⁽¹⁾.

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'intitulé sera adapté en conséquence.

Dispositif

Article 2

1. Il y a contradiction entre la version française du commentaire de l'alinéa 1^{er}, 17/, en projet, qui explique que ce dernier détermine les conditions de mention sur les différents extraits des condamnations par simple déclaration de culpabilité et le texte en projet qui ne détermine rien de tel.

De l'accord du fonctionnaire délégué, le commentaire sera adapté en conséquence.

⁽¹⁾ Pour y introduire une disposition dont la portée dépasse la question du casier judiciaire.

Dès lors que l'avant-projet prévoit d'ajouter à la liste des informations enregistrées dans le casier judiciaire la mention des condamnations par simple déclaration de culpabilité prononcées en application de l'article 21^{ter} de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, il n'y a pas de raison d'exclure les personnes ainsi condamnées du bénéfice des effets produits par l'effacement, qui s'applique aux condamnations à des peines de police, ou produits par la réhabilitation, qui s'applique aux condamnés à des peines criminelles ou correctionnelles. Ces effets sont énumérés à l'article 634 du Code d'instruction criminelle. En effet, il ne suffit pas que l'information de la condamnation par simple déclaration de culpabilité ne puisse plus être mentionnée après trois ans sur les extraits de casier judiciaire demandés par les administrations publiques (article 594 du Code d'instruction criminelle, en projet) ou par l'intéressé lui-même (article 595 du Code d'instruction criminelle, en projet); il s'agit, comme c'est déjà le cas pour les condamnés à des peines, de faire cesser pour l'avenir tous les effets de la condamnation et notamment d'empêcher la mention de cette condamnation dans les extraits du casier judiciaire produits par les autorités judiciaires en cas de poursuite ultérieure pour des infractions nouvelles. L'auteur du projet veillera donc à compléter soit l'article 619 du Code d'instruction criminelle soit l'article 620 du Code d'instruction criminelle en motivant le choix qu'il fera de l'une ou de l'autre disposition. À cette occasion, il serait souhaitable de vérifier également si la procédure de l'effacement ou celle de la réhabilitation ne devrait pas pouvoir s'appliquer à certaines décisions ou à certaines mesures qui en sont exclues aujourd'hui.

2. Il résulte de l'alinéa 1^{er}, 18/, en projet que les interdictions visées à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, en projet de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, à savoir les interdictions d'exercer une activité mettant les intéressés en contact avec des mineurs, ne seront mentionnées dans le casier judiciaire central (ci-après dénommé "casier judiciaire") que "lorsqu'elles concernent des personnes qui n'ont pas de résidence ou de domicile en Belgique". En effet, comme l'explique le commentaire de l'article, dans ce cas, les intéressés doivent s'adresser au service du casier judiciaire du ministère de la justice pour obtenir leur extrait de casier judiciaire. Lorsque l'intéressé a un domicile ou une résidence en Belgique, il s'adresse à l'administration communale du lieu de ce domicile ou de cette résidence. Celle-ci, pour obtenir l'information relative à une éventuelle interdiction en application de l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, en projet précité, s'adresse au service de police local, conformément à l'article 596, alinéa 2, en projet du

.../...

Code d'instruction criminelle. Ce service dispose de l'information, dès lors que l'article 37 en projet de la loi du 20 juillet 1990 précitée (article 9 de l'avant-projet) dispose que les décisions prises en application de l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, précité de même que les décisions de retrait, de modification ou de prolongation de ces décisions, sont transmises au service de police de la commune où la personne a son domicile ou sa résidence.

Le Conseil d'État se demande pour quelle raison ne pas simplifier la situation en enregistrant dans le casier judiciaire toutes les interdictions visées à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, étant entendu que seuls en feront mention les extraits demandés en vue d'accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs (extraits dit "modèle 2").

Selon le fonctionnaire délégué,

"Il est vrai que la situation serait plus simple si l'information était transmise directement au Casier judiciaire central. Toutefois, il y a lieu de tenir compte de la période transitoire pendant laquelle les communes n'auront pas accès aux données du Casier judiciaire central (cfr. Art. 10). Pendant cette période, les administrations communales doivent être informées de ces décisions".

Un tel mécanisme devrait, alors, trouver place dans les dispositions transitoires de l'avant-projet.

Par ailleurs, il résulte du mécanisme mis en place que seule la police locale du lieu où l'intéressé a son domicile ou sa résidence au moment de la décision d'interdiction sera informée. Il serait dès lors impératif de s'assurer qu'existe une procédure permettant de faire suivre l'information si l'intéressé change de domicile ou de résidence.

Article 3

Au 3/, le terme "service" n'est pas adapté à toutes les autorités énumérées.

Mieux vaudrait adapter le texte en conséquence.

.../...

Article 4

1. L'article 594, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle n'a pas été modifié par les lois des 17 avril 2002 et 15 mai 2006. La phrase liminaire sera adaptée en conséquence.

2. Le 2/ doit devenir le 1/ et le 1/ doit devenir le 2/.

3. Au 2/, qui deviendra le 1/, il y a lieu d'écrire :

"1/ les mots «aux condamnations par simple déclaration de culpabilité, aux condamnations» sont insérés entre les mots «à des peines d'emprisonnement de six mois au plus,» et les mots «à des peines d'amende ne dépassant pas 500 francs»."

4. Tel que modifié par l'avant-projet, l'article 594, alinéa 2, visera les condamnations à certaines peines d'emprisonnement ou d'amende ainsi que les condamnations par simple déclaration de culpabilité. N'y a-t-il pas lieu d'ajouter également les condamnation à une peine de travail ?

La même observation vaut pour l'article 595, alinéa 2, en projet.

Article 5

1. L'article 595, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle n'a pas été modifié par les lois des 17 avril 2002 et 15 mai 2006. La phrase liminaire sera adaptée en conséquence.

2. Le 2/ doit devenir le 1/ et le 1/ doit devenir le 2/.

3. Au 2/, qui deviendra le 1/, il y a lieu d'écrire :

"1/ les mots «les condamnations par simple déclaration de culpabilité, les condamnations» sont insérés entre les mots «à des peines d'emprisonnement de six mois au plus,» et les mots «à des peines d'amende ne dépassant pas 500 francs»."

Article 6

1. Le texte en projet manque de clarté.

Tel que rédigé, il pourrait laisser penser qu'un extrait du casier judiciaire demandé en vue d'accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs (extrait dit "modèle 2") ne mentionne que les condamnations et certaines décisions (celles visées à l'article 590, 2/, 4/, 5/, 16/ et 17/) pour des faits prévus à certains articles du Code pénal lorsqu'ils ont été commis à l'égard d'un mineur et que cet élément est constitutif de l'infraction ou qu'il en aggrave la peine. De la sorte, l'extrait de casier judiciaire "modèle 2" contiendrait moins d'informations que l'extrait de casier judiciaire ordinaire (dit "modèle 1"), qui, conformément à l'article 595 du Code d'instruction criminelle, comporte le relevé de toutes les informations enregistrées dans le casier judiciaire sous réserve de certaines exceptions (*cf. infra*, point 2). Telle n'a manifestement pas été la volonté de l'auteur de l'avant-projet.

En réalité, l'article 595 du Code d'instruction criminelle concerne les mentions qui doivent figurer dans tous les extraits du casier judiciaire. L'article 596 du même Code porte sur les mentions complémentaires qui doivent figurer soit dans les extraits demandés en vue d'accéder à une activité dont les conditions d'accès ou d'exercice ont été définies par des dispositions légales ou réglementaires (article 596, alinéa 1^{er}) soit dans les extraits demandés en vue d'accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs (article 596, alinéa 2).

L'avant-projet sera adapté afin de faire apparaître clairement l'intention de l'auteur de l'avant-projet.

.../...

2. Lorsque l'alinéa 2 en projet dispose que l'extrait mentionne "toutes les condamnations et les décisions visées à l'article 590, 2/, 4/, 5/, 16/ et 17/", il faut donc comprendre que le mot "toutes" opère une extension par rapport à l'extrait visé à l'article 595, qui ne mentionne pas toutes les condamnations et décisions puisqu'il contient deux séries d'exceptions :

- a) d'une part, les trois exceptions visés à l'article 595, alinéa 1^{er}, à savoir les condamnations, décisions ou mesures énumérées à l'article 594, alinéa 1^{er}, 1/ à 4/, les mesures prises à l'égard des anormaux par application de la loi du 1^{er} juillet 1964 ⁽²⁾ et les déchéances et mesures énumérées par l'article 63 de la loi du 8 avril 1965, précitée;
- b) d'autre part, l'exception mentionnée à l'article 595, alinéa 2, qui dispose qu'un certain nombre de condamnations, notamment les condamnations à des peines d'emprisonnement de six mois au plus, ne sont plus mentionnées après un délai de trois ans à compter de la date de la décision judiciaire définitive qui la prononce.

L'extension est cependant limitée puisqu'elle ne s'applique qu'aux condamnations et décisions visées à l'article 590, 2/, 4/, 5/, 16/ et 17/ et uniquement pour des faits visés à certains articles du Code pénal lorsqu'ils sont commis à l'égard d'un mineur et que cet élément est constitutif de l'infraction ou qu'il en aggrave la peine.

Le Conseil d'État se demande si l'intention de l'auteur de l'avant-projet a bien été de mentionner dans l'extrait du casier judiciaire "modèle 2", les décisions visées à l'article 595, alinéa 1^{er}, 1/, c'est-à-dire les condamnations ayant fait l'objet d'une mesure d'amnistie, les décisions annulées par application des articles 416 à 442 ou des articles 443 à 447bis du Code d'instruction criminelle et les décisions de rétractation rendues en application des articles 10 à 14 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle. Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, la réponse est négative. Le texte de l'avant-projet sera donc modifié.

⁽²⁾ Il n'apparaît pas clairement quelles décisions vise cette disposition par rapport à la liste de l'article 590 du Code d'instruction criminelle. En tout état de cause, l'on constate que l'article 595, alinéa 1^{er}, 2/, n'a pas été adapté, comme l'a été l'article 590, à la loi du 21 avril 2007 relative à l'internement des personnes atteintes d'un trouble mental (adaptation qui n'est cependant pas encore entrée en vigueur).

Pour le surplus, l'extension opérée entraînera, semble-t-il, comme conséquence que le certificat "modèle 2" contiendra, lorsqu'il s'agit de faits visés aux articles mentionnés du Code pénal commis à l'égard d'un mineur et que cet élément est constitutif de l'infraction ou qu'il en aggrave la peine, deux types de mentions qui ne figurent pas sur le certificat "modèle 1", à savoir :

- 1/ les décisions prises à l'égard des anormaux ⁽³⁾ par application de la loi du 1^{er} juillet 1964 ⁽⁴⁾;
- 2/ les condamnations à une peine criminelle, correctionnelle ou de police lorsque la décision judiciaire définitive qui prononce une peine d'emprisonnement de six mois au plus, une amende ne dépassant pas 500 euros ou une amende infligée en application des lois coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968 relatif à la police de la circulation routière remonte à plus de trois ans.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de trouver une rédaction plus explicite de l'alinéa 2, en projet.

3. De l'accord du fonctionnaire délégué, pour plus de clarté, il est suggéré d'écrire : "...mentionne les condamnations visées à l'article 590, alinéa 1^{er}, 1/ et 17/, et les décisions visées à l'article 590, alinéa 1^{er}, 2/, 4/, 5/, 16/". Pour la version néerlandaise du texte proposé, il est renvoyé à la version néerlandaise du présent avis.

4.1. Les mentions complémentaires prévues par l'article 596, alinéa 2, en projet ne concernent que les faits visés dans certains articles du Code pénal et pour autant qu'ils répondent à une double condition :

- a) ils sont commis à l'égard d'un mineur;

⁽³⁾ Quelle que soit, d'ailleurs, l'ancienneté de la décision.

⁽⁴⁾ Voir note de bas de page n/ 2.

- b) la circonstance que les faits ont été commis à l'égard d'un mineur est constitutive de l'infraction ou en aggrave la peine.

Ces conditions résulteront nécessairement de la disposition du Code pénal qui définit l'infraction ou d'une disposition subséquente qui prévoit la circonstance aggravante. Les mots "lorsqu'ils sont commis à l'égard d'un mineur et que cet élément est constitutif de l'infraction ou qu'il en aggrave la peine" sont donc inutiles. Ils ne constituent que l'un des critères qui ont présidé au choix des infractions énumérées dans l'avant-projet. L'explication qu'ils tendent à fournir à ce choix n'a sa place que dans l'exposé des motifs.

Compte tenu de ce qui précède, l'auteur de l'avant-projet est invité à réexaminer la liste des dispositions mentionnées, afin de viser de manière plus précise celles qui :

- a) définissent l'infraction lorsque le fait d'avoir été commis à l'égard d'un mineur est un élément constitutif de l'infraction;
- b) prévoient la circonstance aggravante lorsque le fait d'avoir été commis à l'égard d'un mineur est un élément qui aggrave la peine;
- c) incriminent la tentative de commettre l'infraction et prévoient d'autres circonstances aggravantes⁽⁵⁾ susceptibles d'être appliquées lorsque l'infraction a été commise sur un mineur (exemple : l'article 376 du Code pénal qui prévoit un certain nombre de circonstances aggravantes du viol et de l'attentat à la pudeur).

Si nécessaire, seuls certains paragraphes ou alinéas seront mentionnés.

Il y a lieu, enfin, de viser l'article 396 du Code pénal relatif à l'infanticide, puisqu'il s'agit d'une infraction qui suppose qu'elle ait été commise "sur un enfant au moment de sa naissance ou immédiatement après".

⁽⁵⁾ ou des circonstances atténuantes, comme dans le cas de l'article 430 du Code pénal que l'avant-projet devrait donc viser.

4.2. L'avant-projet vise l'infraction d'entrave méchante à la circulation (articles 406 à 408 du Code pénal), pour laquelle, contrairement aux autres infractions mentionnées, la minorité de la victime n'est ni un élément constitutif ni une circonstance aggravante.

Rien n'empêche l'auteur de l'avant-projet de prévoir que cette infraction, lorsqu'elle a été commise à l'égard d'un mineur, doit être mentionnée dans l'extrait de casier judiciaire "modèle 2". Il s'agit cependant d'une hypothèse différente de celle décrite au point 4.1. Elle doit donc faire l'objet d'une disposition spécifique qui précisera expressément, puisque cela ne résulte pas des articles 406 à 408 du Code pénal, que la mention de l'infraction dans l'extrait de casier judiciaire "modèle 2" ne sera faite que lorsqu'elle aura été commise à l'égard d'un mineur.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de justifier le choix de cette infraction ⁽⁶⁾.

Le Conseil d'État s'interroge en outre si les jugements permettent de déterminer de manière suffisante si les faits à la base de la condamnation ont été commis à l'égard d'un mineur; à défaut, le système projeté serait inapplicable.

5. L'alinéa 2, dispose notamment que l'interdiction doit être mentionnée sur l'extrait jusqu'au moment où le jugement qui s'en suit acquiert force de chose jugée.

Il va de soi cependant que l'interdiction ne doit plus être mentionnée si elle est retirée et que la mention doit être modifiée si l'interdiction est modifiée ou encore si elle fait l'objet d'une mesure judiciaire ayant un effet analogue (par exemple : une ordonnance de non lieu de la chambre du Conseil).

Il va de soi également que, si le jugement prononce une telle mesure d'interdiction, celle-ci devra également être mentionnée.

⁽⁶⁾ Si l'auteur de l'avant-projet s'oriente dans cette voie, le Conseil d'État ne voit pas pour quelle raison ne seraient pas mentionnées des infractions aussi graves que le meurtre ou l'assassinat lorsqu'elles ont été commises à l'égard d'un mineur. Compte tenu de l'objectif poursuivi par le législateur, l'article 417^{quinquies} du Code pénal devrait dans ce cas, lui aussi, être mentionné.

Le texte doit être revu en conséquence.

6. Les différences entre le texte actuel de l'article 596 du Code d'instruction criminelle et le texte en projet quant aux dispositions du Code pénal auxquelles il est renvoyé gagneraient à faire l'objet d'une explication dans le commentaire de l'article.

Article 8

De l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu de mentionner les modifications encore en vigueur subies par l'article 35, § 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1990, précitée.

Articles 10 et 11

Il résulte de l'article 589 du Code d'instruction criminelle que les extraits du casier judiciaire visés aux articles 595 et 596, en projet, sont nécessairement des extraits du casier judiciaire central. Il est donc contradictoire de faire entrer en vigueur les articles 595 et 596 du Code d'instruction criminelle et de prévoir que les extraits du casier judiciaire ne seront délivrés sur la base des informations contenues dans le casier judiciaire central qu'à partir du 31 décembre 2012. En outre, l'avant-projet ne précise pas sur la base de quelles informations seront délivrés les extraits avant cette date.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il y a donc lieu de faire apparaître, dans le texte de l'avant-projet, que c'est par dérogation à la règle contenue dans les articles précités que les extraits délivrés avant le 31 décembre 2012 le seront sur la base des informations contenues dans les casier judiciaires communaux.

Article 11

Le Conseil d'État n'aperçoit pas pour quelle raison l'article 11 ne s'applique que pour les extraits visés à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle alors que les suspensions du prononcé de la condamnation et les simples déclarations de culpabilité doivent également être mentionnées dans les extraits visés à l'article 595 du Code d'instruction criminelle.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	H. BOSLY,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.929/2
VAN 2 MAART 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 2 februari 2009 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de aflevering van uittreksels uit het Strafregerister aan particulieren en tot wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van strafvordering met betrekking tot het Centraal Strafregerister", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Opschrift

Het opschrift komt niet voldoende overeen met het onderwerp van het voorontwerp dat, met uitzondering van de overgangsbepalingen, geen enkele op zichzelf staande bepaling bevat en niet alleen het Wetboek van Strafvordering wijzigt, maar eveneens de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafregister en de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis ⁽¹⁾.

De gemachtigde ambtenaar heeft ermee ingestemd het opschrift dienovereenkomstig aan te passen.

Dispositief

Artikel 2

1. Er is een tegenstrijdigheid tussen de Franse tekst van de bespreking van het ontworpen eerste lid, 17/, waarin uiteengezet wordt dat het de voorwaarden bepaalt waaraan de vermeldingen op de onderscheiden uittreksels van de veroordelingen bij eenvoudige schuldigverklaring moeten voldoen, en de ontworpen tekst waarin niets in dat verband wordt bepaald.

⁽¹⁾ Waarin een bepaling wordt ingevoegd waarvan de draagwijdte verder reikt dan de kwestie van het Centraal Strafregister.

De gemachtigde ambtenaar heeft ermee ingestemd de bespreking dienovereenkomstig aan te passen.

Aangezien het voorontwerp ertoe strekt aan de lijst van geregistreeerde inlichtingen in het Strafregister de vermelding toe te voegen van de veroordelingen bij eenvoudige schuldigverklaring uitgesproken bij toepassing van artikel 21^{ter} van de wet van 17 april 1978 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, is er geen reden om de aldus veroordeelde personen uit te sluiten van het voordeel van de gevolgen van de uitwissing, die van toepassing is op veroordelingen tot politiestraffen, of van de gevolgen van het herstel in eer en rechten, dat van toepassing is op personen die veroordeeld zijn tot criminele of correctionele straffen. Die gevolgen worden opgesomd in artikel 634 van het Wetboek van Strafvordering. Het is immers niet voldoende dat de inlichting betreffende de veroordeling bij eenvoudige schuldigverklaring na drie jaar niet meer vermeld mag worden op de uittreksels uit het Strafregister die opgevraagd worden door de openbare overheden (ontworpen artikel 594 van het Wetboek van Strafvordering) of door de belanghebbende zelf (ontworpen artikel 595 van het Wetboek van Strafvordering); het is de bedoeling, zoals dat reeds het geval is voor de personen die veroordeeld zijn tot straffen, alle gevolgen van de veroordeling voor de toekomst te doen vervallen en inzonderheid geen melding meer te maken van die veroordeling in de uittreksels uit het Strafregister die overgelegd worden door de gerechtelijke overheden bij latere vervolgingen wegens nieuwe strafbare feiten. De steller van het ontwerp dient er dan ook op toe te zien dat ofwel artikel 619 van het Wetboek van Strafvordering, ofwel artikel 620 van het Wetboek van Strafvordering wordt aangevuld, waarbij hij dient te verantwoorden waarom hij kiest voor de ene, dan wel voor de andere bepaling. Daarbij verdient het aanbeveling eveneens na te gaan of de procedure van de uitwissing van veroordelingen of die van het herstel in eer en rechten ook niet dient te kunnen worden toegepast op bepaalde beslissingen of op bepaalde maatregelen waarop deze of gene procedure thans niet van toepassing is.

2. Uit het ontworpen eerste lid, 18/, blijkt dat de verboden bedoeld in artikel 35, § 1, tweede lid van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, namelijk de verboden om een activiteit uit te oefenen waarbij de betrokkenen in aanraking komen met minderjarigen, enkel vermeld zullen worden in het centrale Strafregister (hierna "strafregister" genoemd) "wanneer het personen betreft dewelke geen

.../...

woon- of verblijfplaats in België hebben". Zoals immers uitgelegd wordt in de artikelsgewijze bespreking, moeten de betrokkenen zich in dat geval wenden tot de dienst van het strafregister van het Ministerie van Justitie om hun uittreksel uit het strafregister te verkrijgen. Wanneer de betrokkene een woonplaats of verblijfplaats heeft in België, richt hij zich tot het gemeentebestuur van de plaats van die woon- of verblijfplaats. Teneinde de inlichting te verkrijgen betreffende een mogelijk verbod met toepassing van het voornoemde ontworpen artikel 35, § 1, tweede lid, wendt dat bestuur zich tot de lokale politiedienst, overeenkomstig het ontworpen artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering. Die dienst beschikt over de inlichting, daar het ontworpen artikel 37 van de voornoemde wet van 20 juli 1990 (artikel 9 van het voorontwerp) bepaalt dat "de beslissingen genomen in toepassing van (het voornoemde) artikel 35, § 1, tweede lid, alsook de beslissingen tot intrekking, wijziging of verlenging van deze beslissingen worden overgemaakt aan de politiedienst van de gemeente waar de betrokkene zijn woon- of verblijfplaats heeft".

De Raad van State vraagt zich af waarom deze situatie niet vereenvoudigd wordt door in het strafregister alle verboden te registreren waarvan sprake is in het ontworpen artikel 35, § 1, tweede lid, met dien verstande dat daarvan enkel melding zal worden gemaakt in de uittreksels die gevraagd worden teneinde toegang te krijgen tot een activiteit die onder opvoeding, psycho-medische-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kinderbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen valt (de zogeheten uittreksels "model 2").

De gemachtigde ambtenaar heeft daarover het volgende gezegd :

"Il est vrai que la situation serait plus simple si l'information était transmise directement au Casier judiciaire central. Toutefois, il y a lieu de tenir compte de la période transitoire pendant laquelle les communes n'auront pas accès aux données du Casier judiciaire central (cfr. Art. 10). Pendant cette période, les administrations communales doivent être informées de ces décisions".

Zulk een regeling zou dan ook moeten opgenomen worden in de overgangsbepalingen van het voorontwerp.

Bovendien vloeit uit de opgezette regeling voort dat alleen de lokale politie van de plaats waar de betrokkene zijn woon- of verblijfplaats heeft op het ogenblik dat

.../...

de beslissing houdende het verbod genomen wordt, ingelicht zal worden. Het zou derhalve absoluut noodzakelijk zijn te voorzien in een procedure waarbij de inlichting doorgestuurd kan worden indien de betrokkene van woon- of verblijfplaats verandert.

Artikel 3

In punt 3/ is het begrip "dienst" niet geschikt voor alle opgesomde overheden.

De tekst zou bijgevolg moeten worden aangepast.

Artikel 4

1. Artikel 594, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering is niet gewijzigd bij de wetten van 17 april 2002 en 15 mei 2006. De inleidende zin behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

2. Onderdeel 2/ dient onderdeel 1/ te worden en onderdeel 1/ moet onderdeel 2/ worden.

3. Onderdeel 2/, dat onderdeel 1/ wordt, behoort als volgt te worden geredigeerd :

"1/ de woorden «veroordelingen bij eenvoudige schuldigverklaring, veroordelingen» worden ingevoegd tussen de woorden «tot gevangenisstraf van ten hoogste zes maanden,» en de woorden «tot geldboete van ten hoogste 500 frank».

4. Zoals artikel 594, tweede lid, bij het voorontwerp gewijzigd wordt, zal deze bepaling betrekking hebben op de veroordelingen tot bepaalde gevangenisstraffen of tot geldboeten alsook op de veroordelingen bij eenvoudige schuldigverklaring. Bestaat

er geen grond om ze eveneens betrekking te laten hebben op de veroordelingen tot een werkstraf ?

Deze opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 595, tweede lid.

Artikel 5

1. Artikel 595, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering is niet gewijzigd bij de wetten van 17 april 2002 en 15 mei 2006. De inleidende zin behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

2. Onderdeel 2/ dient onderdeel 1/ te worden en onderdeel 1/ moet onderdeel 2/ worden.

3. Onderdeel 2/, dat onderdeel 1/ wordt, behoort als volgt te worden geredigeerd :

"1/ de woorden «de veroordelingen bij eenvoudige schuldigverklaring, veroordelingen» worden ingevoegd tussen de woorden «tot gevangenisstraf van ten hoogste zes maanden,» en de woorden «tot geldboete van ten hoogste 500 frank».

Artikel 6

1. De ontworpen tekst is niet duidelijk genoeg.

Zoals die tekst gesteld is, zou de indruk kunnen ontstaan dat in een uittreksel uit het Strafregerister dat wordt aangevraagd teneinde toegang te krijgen tot een activiteit die onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kindbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen valt (het zogeheten uittreksel "model 2"), alleen melding wordt gemaakt van de veroordelingen en bepaalde beslissingen (die bedoeld in artikel 590, 2/, 4/,5/, 16/ en 17/) voor feiten

.../...

opgesomd in bepaalde artikelen van het Strafwetboek indien zij gepleegd werden ten aanzien van een minderjarige en dit een bestanddeel van het strafbaar feit is of de straf verzwart. Daardoor zou het uittreksel uit het Strafregister "model 2" minder gegevens bevatten dan het gewone uittreksel uit het Strafregister (het zogeheten "model 1"), dat overeenkomstig artikel 595 van het Wetboek van Strafvordering een overzicht bevat van de daarin opgenomen persoonsgegevens, onder voorbehoud van bepaalde uitzonderingen (cf. infra, punt 2). Zulks is uiteraard niet de bedoeling van de steller van het voorontwerp.

In feite heeft artikel 595 van het Wetboek van Strafvordering betrekking op de vermeldingen die in alle uittreksels uit het Strafregister moeten voorkomen. Artikel 596 van datzelfde Wetboek heeft betrekking op de aanvullende vermeldingen die moeten voorkomen hetzij in uittreksels die worden aangevraagd teneinde toegang te krijgen tot een activiteit waarvan de toegangs- of uitoefeningsvoorwaarden bij wets- of verordeningbepalingen zijn vastgesteld (artikel 596, eerste lid), hetzij in uittreksels die worden aangevraagd teneinde toegang te krijgen tot een activiteit die onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kinderscherming, animatie of begeleiding van minderjarigen valt (artikel 596, tweede lid).

Het voorontwerp behoort aldus te worden aangepast dat de bedoeling van de steller ervan duidelijk tot uiting komt.

2. Wanneer het ontworpen tweede lid bepaalt dat het uittreksel "alle veroordelingen en de beslissingen bedoeld in artikel 590, 2/, 4/, 5/, 16/ en 17/" vermeldt, moet dit dus zo worden verstaan dat het woord "alle" een uitbreiding invoert ten opzichte van het uittreksel genoemd in artikel 595, dat het niet heeft over alle veroordelingen en beslissingen aangezien het voorziet in twee reeksen van uitzonderingen :

- a) enerzijds, de drie uitzonderingen genoemd in artikel 595, eerste lid, namelijk de in artikel 594, eerste lid, 1/ tot 4/ bedoelde veroordelingen, beslissingen en maatregelen, de maatregelen getroffen ten aanzien van abnormalen op grond van de wet van

1 juli 1964 ⁽²⁾, en de ontzettingen en maatregelen bedoeld in artikel 63 van de voornoemde wet van 8 april 1965;

- b) anderzijds, de uitzondering genoemd in artikel 595, tweede lid, dat bepaalt dat sommige veroordelingen, inzonderheid de veroordelingen tot gevangenisstraf van ten hoogste zes maanden, niet meer worden vermeld na een termijn van drie jaar te rekenen van de dag van de definitieve rechterlijke beslissing waarbij de veroordeling is uitgesproken.

De uitbreiding is evenwel beperkt, aangezien ze alleen geldt voor de veroordelingen en beslissingen genoemd in artikel 590, 2/, 4/, 5/, 16/ en 17/ en enkel voor feiten genoemd in bepaalde artikelen van het Strafwetboek, indien ze gepleegd zijn ten aanzien van een minderjarige en dat gegeven mede het strafbaar feit uitmaakt of de straf daarop verzwaart.

De Raad van State vraagt zich af of het wel de bedoeling was van de steller van het voorontwerp om in het uittreksel van het strafregister "model 2" de beslissingen te vermelden bedoeld in artikel 595, eerste lid, 1/, namelijk de veroordelingen waarvoor amnestie is verleend, de beslissingen vernietigd op grond van artikel 416 tot 442 of artikel 443 tot 447bis van het Wetboek van Strafvordering en de beslissingen tot intrekking genomen op grond van de artikelen 10 tot 14 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof. De gemachtigde ambtenaar heeft beaamd dat dat niet zo is. De tekst van het voorontwerp moet dus gewijzigd worden.

Voor het overige lijkt de uitbreiding tot gevolg te hebben dat het attest "model 2", wanneer het gaat om feiten bedoeld in de genoemde artikelen van het Strafwetboek die gepleegd worden ten aanzien van een minderjarige en dat gegeven mede

⁽²⁾ Het is niet duidelijk op welke beslissingen deze bepaling doelt, vergeleken met de lijst van artikel 590 van het Strafwetboek. Men stelt in ieder geval vast dat artikel 595, eerste lid, 2/, in tegenstelling tot artikel 590, niet aangepast is aan de wet van 21 april 2007 betreffende de internering van personen met een geestesstoornis (een aanpassing die evenwel nog niet van kracht is geworden).

het strafbaar feit uitmaakt of de straf daarop verzwaart, twee soorten vermeldingen zal bevatten die niet op het attest "model 1" staan, namelijk :

- 1/ beslissingen genomen ten aanzien van abnormalen ⁽³⁾ overeenkomstig de wet van 1 juli 1964 ⁽⁴⁾;
- 2/ veroordelingen tot criminele, correctionele of politiestrafen wanneer de definitieve rechterlijke beslissing, waarbij een gevangenisstraf van ten hoogste zes maanden wordt uitgesproken, een geldboete van ten hoogste 500 euro, of een geldboete opgelegd met toepassing van de wetten die gecoördineerd zijn bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, dateert van meer dan drie jaar geleden.

De steller van het voorontwerp moet ervoor zorgen dat de redactie van het ontworpen tweede lid preciezer is.

3. Ter wille van de duidelijkheid wordt, met goedvinden van de gemachtigde ambtenaar, voorgesteld te schrijven : "... worden de veroordelingen genoemd in artikel 590, eerste lid, 1/ en 17/, en de beslissingen genoemd in artikel 590, eerste lid, 2/, 4/, 5/, en 16/, voor feiten bedoeld in de artikelen (...) van het Strafwetboek, in het uittreksel vermeld indien zij gepleegd zijn ten aanzien van een minderjarige en dat gegeven mede het strafbaar feit uitmaakt of de straf op het strafbaar feit verzwaart". Van de franse versie van de voorgestelde tekst wordt verwezen naar de franse versie van dit advies.

4.1. De extra vermeldingen waarin het ontworpen artikel 596, tweede lid, voorziet, hebben enkel betrekking op de feiten genoemd in bepaalde artikelen van het Strafwetboek waarbij aan twee voorwaarden moet zijn voldaan :

- a) ze zijn gepleegd ten aanzien van een minderjarige;

⁽³⁾ Ongeacht overigens hoe lang geleden die beslissing is genomen

⁽⁴⁾ Zie voetnoot 2.

- b) de omstandigheid dat de feiten gepleegd zijn ten aanzien van een minderjarige maakt mede het strafbaar feit uit of verzwaart de straf.

Die voorwaarden vloeien automatisch voort uit de bepaling van het Strafwetboek dat het strafbaar feit omschrijft of uit een daaropvolgende bepaling die voorziet in de verzwarende omstandigheid. De woorden "indien zij gepleegd werden ten aanzien van een minderjarige en dit een constitutief element van de inbreuk is of de straf verzwaart" zijn dan ook overbodig. Ze vormen slechts één van de criteria die de keuze van de strafbare feiten opgesomd in het voorontwerp hebben bepaald. De toelichting die daarmee zou worden gegeven bij die keuze hoort enkel thuis in de memorie van toelichting.

Gezien het bovenstaande wordt de steller van het voorontwerp verzocht de lijst met de genoemde bepalingen opnieuw te bekijken, en daarbij nauwkeuriger de bepalingen te vermelden :

- a) waarin het strafbaar feit wordt omschreven in de gevallen dat de omstandigheid dat het gepleegd is ten aanzien van een minderjarige mede het strafbaar feit uitmaakt;
- b) waarin staat dat er sprake is van een verzwarende omstandigheid wanneer het gegeven dat het strafbaar feit ten aanzien van een minderjarige is gepleegd, de straf verzwaart;
- c) waarin de poging om het strafbaar feit te plegen strafbaar wordt gesteld en in andere verzwarende omstandigheden ⁽⁵⁾ wordt voorzien die van toepassing kunnen zijn wanneer het strafbaar feit ten aanzien van een minderjarige is gepleegd (voorbeeld : artikel 376 van het Strafwetboek dat voorziet in een aantal verzwarende omstandigheden bij verkrachting en aanranding van de eerbaarheid).

Zo nodig worden alleen bepaalde paragrafen of leden genoemd.

⁽⁵⁾ of verzachtende omstandigheden, zoals in het geval van artikel 430 van het Strafwetboek, waarnaar dan ook in het voorontwerp verwezen zou moeten worden.

Ten slotte behoort ook naar artikel 396 van het Strafwetboek betreffende kindermoord te worden verwezen, aangezien het gaat om een strafbaar feit dat onderstelt dat het gepleegd is "op een kind bij de geboorte of dadelijk daarna".

4.2. In het voorontwerp is er ook sprake van het strafbaar feit van kwaadwillige belemmering van het verkeer (artikelen 406 en 408 van het Strafwetboek), waarbij, in tegenstelling tot bij de overige genoemde strafbare feiten, de minderjarigheid van het slachtoffer geen gegeven is dat mede het strafbaar feit uitmaakt, noch een verzwarende omstandigheid.

Niets belet de steller van het voorontwerp te bepalen dat dat strafbaar feit, wanneer het gepleegd is ten aanzien van een minderjarige, in het uittreksel uit het strafregister "model 2" moet worden vermeld. Het gaat evenwel om een geval dat verschilt van dat beschreven in punt 4.1. Daarvoor is dus een afzonderlijke bepaling nodig, waarin, aangezien zulks niet blijkt uit de artikelen 406 tot 408 van het Strafwetboek, uitdrukkelijk gesteld wordt dat in het uittreksel uit het strafregister "model 2" alleen melding wordt gemaakt van het strafbaar feit indien het gepleegd is ten aanzien van een minderjarige.

De steller van het voorontwerp moet de keuze voor dat strafbaar feit kunnen rechtvaardigen ⁽⁶⁾.

De Raad van State vraagt zich bovendien af of op basis van de vonnissen afdoende uitgemaakt kan worden of de feiten die ten grondslag liggen aan de veroordeling ten aanzien van een minderjarige zijn gepleegd; zo niet, is de geplande regeling onwerkbaar.

⁽⁶⁾ Indien de steller van het voorontwerp van wet die weg inslaat, ziet de Raad van State geen reden waarom niet ook zulke zware strafbare feiten als moord of doodslag zouden worden vermeld wanneer ze gepleegd zijn ten aanzien van een minderjarige. Gezien de doelstelling die de wetgever nastreeft, zou in dat geval ook artikel 417*quinqies* van het Strafwetboek moeten worden vermeld.

5. In het tweede lid staat onder meer dat het verbod op het uittreksel vermeld moet worden totdat het daaropvolgende vonnis kracht van gewijsde heeft.

Het spreekt evenwel vanzelf dat het verbod niet meer vermeld hoeft te worden indien het is ingetrokken en de vermelding gewijzigd moet worden indien het verbod gewijzigd is, of nog indien daaromtrent een gerechtelijke beslissing is genomen met een soortgelijk gevolg (bij voorbeeld : een beschikking van buitenvervolginstelling van de raadkamer).

Het spreekt ook vanzelf dat indien in het vonnis een dergelijke verbodsmaatregel wordt uitgesproken, deze ook zal moeten worden vermeld.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

6. Het zou goed zijn dat de verschillen tussen de huidige tekst van artikel 596 van het Wetboek van Strafvordering en de ontworpen tekst, wat betreft de bepalingen van het Strafwetboek waarnaar wordt verwezen, nader toegelicht worden in de bespreking van het artikel.

Artikel 8

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de nog geldende wijzigingen aangebracht in artikel 35, § 1, van de voornoemde wet van 20 juli 1990, vermeld moeten worden.

Artikelen 10 en 11

Uit artikel 589 van het Wetboek van Strafvordering blijkt dat de uittreksels uit het strafregister bedoeld in de ontworpen artikelen 595 en 596 hoe dan ook uittreksels zijn uit het centraal strafregister. Het is dan ook tegenstrijdig dat de artikelen 595 en 596

.../...

van het Wetboek van Strafvordering in werking worden gesteld en bepaald wordt dat de uittreksels uit het strafregister pas vanaf 31 december 2012 afgegeven worden op basis van de informatie vervat in het centraal strafregister. In het voorontwerp wordt bovendien niet gepreciseerd op basis van welke informatie de uittreksels vóór die datum worden afgegeven.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in de tekst van het voorontwerp moet worden aangegeven dat, in afwijking van de regel vervat in de voornoemde artikelen, de uittreksels die vóór 31 december 2012 worden afgegeven, afgegeven worden op basis van de informatie vervat in de gemeentelijke strafregisters.

Artikel 11

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom artikel 11 alleen van toepassing is voor de uittreksels genoemd in artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering, terwijl opschortingen van uitspraak van de veroordeling en veroordelingen bij eenvoudige schuldigverklaring ook vermeld moeten worden in de uittreksels bedoeld in artikel 595 van het Wetboek van Strafvordering.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	H. BOSLY,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS